
Le programme économique des Républicains Quelles idées pour 2016 ?

Marie-Cécile Naves

Janvier 2016

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

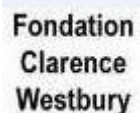
L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Le programme États-Unis de l'Ifri publie une collection de notes en ligne nommées « Potomac Papers ». Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique américaine dans tous les domaines, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *Policy Papers* sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme États-Unis de l'Ifri.

Le programme États-Unis reçoit le soutien de :



ISBN : 978-2-36567-507-9

© Tous droits réservés, Ifri, 2016

Ifri
27, rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Website : ifri.org

Executive summary

Republican candidates in the 2016 primaries have trouble standing out on economic issues. Indeed, they all embrace the same conservative tenets, namely the reduction (at all costs) of federal power in the name of liberty ; and tax cuts for the wealthy in the name of "trickle-down economics", a theory already put forward by the Reagan administration.

Even though Jeb Bush's very detailed program shows an effort towards the middle-class, the candidates' programs focus mostly on lower taxes for the wealthy and for private companies.

A number of new ideas have recently emerged amongst GOP-related circles, however, recognizing the need for a future Republican president to try and reduce social inequalities. Their proposals include measures to ensure America's middle-class access to both healthcare and higher education, as well as to make sure that it can get on the property ladder - without, of course, reinforcing federal prerogatives.

In the context of a highly polarized primary election, these ideas are not being translated into formal proposals by GOP candidates, who for instance stand in unison against a raise of the minimum wage. Most progressive of all, Jeb Bush and Marco Rubio offer a number of training and education measures, however.

Finally, GOP candidates are reluctant to discuss both immigration and environment issues. Given the necessity for the next Republican nominee to obtain the Latino vote, immigration reform should be at the center of the Republican debate. Furthermore, many U.S. companies now acknowledge the fact that they rely on work immigration and take into account climate change-related issues.

The candidates' lack of bravery in tackling economic issues may very well put them at a disadvantage in the general election.

Ce qu'il faut retenir

Les candidats républicains aux présidentielles de novembre prochain ont du mal à se démarquer les uns des autres sur les questions économiques. En effet, ils respectent tous les mêmes fondamentaux conservateurs en la matière : la réduction à tout prix du rôle de l'Etat au nom du libéralisme ; la réduction des impôts des plus riches en vertu de la théorie du ruissellement, déjà mise en œuvre à l'époque de Reagan.

Aussi leurs programmes fiscaux avantagent-ils les ménages aisés et les entreprises, avec quelques efforts en direction de la classe moyenne, notamment dans le programme très détaillé de Jeb Bush.

Les cercles de réflexion proches du Parti républicain ont vu émerger un certain nombre d'idées nouvelles reconnaissant la nécessité, pour le futur président républicain, de réduire les inégalités sociales dans le pays. Il s'agirait de mieux garantir l'accès à la propriété et à la santé des classes moyennes, ainsi que l'accès à l'éducation supérieure pour leurs enfants –sans renforcer les pouvoirs de l'Etat fédéral, bien entendu.

Dans le contexte de primaires très polarisées, ces idées ne se sont pas véritablement transformées en propositions de la part des candidats. Ainsi ces derniers refusent-ils toute augmentation du salaire minimum. En pointe, Jeb Bush et Marco Rubio proposent toutefois des mesures pour la formation et l'éducation.

Les candidats républicains restent enfin très réticents à innover sur les thèmes de l'immigration et de l'environnement. Ceci pose problème non seulement parce que le candidat investi l'été prochain aura besoin du vote des Latinos pour l'emporter, mais aussi parce que les grandes entreprises américaines reconnaissent avoir besoin d'une immigration de travail et prennent désormais en compte les difficultés liées aux bouleversements climatiques.

La frilosité des candidats en matière économique risque donc d'être un handicap pour les Républicains lors de l'élection présidentielle de novembre prochain.

Table des matières

INTRODUCTION	4
LA NOSTALGIE DES « REAGANOMICS »	6
DES BAISSSES D'IMPÔTS TRÈS CLASSIQUES	8
LA CLASSE MOYENNE FACE AUX INÉGALITÉS	12
Une nouvelle réflexion économique	12
Des propositions timides	13
LE MIROIR DÉMOCRATE	17
L'OUVERTURE SUR LE MONDE, FACTEUR DE RICHESSE OU ENJEU SÉCURITAIRE ET IDENTITAIRE ?	19
L'immigration et le marché de l'emploi	19
Entre protectionnisme et libre-échange	20
L'ENVIRONNEMENT : OBSTACLE À LA CROISSANCE OU POTENTIEL ÉCONOMIQUE ?	22
CONCLUSION	25

Introduction

Contrairement à 2012 et plus encore à 2008, le spectre de la crise économique ne plane pas sur la campagne présidentielle américaine actuelle. Cependant, comme le montrent toutes les enquêtes d'opinion, l'économie et l'emploi restent des enjeux clés pour les électeurs américains, au coude à coude avec le terrorisme¹. Or, force est de constater que depuis 2012, le programme économique du Parti républicain est resté pour le moins flou. À quelques mois de la prochaine échéance présidentielle, le statu quo semble de mise du côté du Grand Old Party (GOP) : seuls de grands principes idéologiques continuent d'être réaffirmés. Le troisième débat télévisé entre les principaux prétendants à l'investiture républicaine, qui s'est tenu fin octobre 2015, portait spécifiquement sur l'économie et la fiscalité et, s'il a mis au jour points communs et divergences entre les prétendants, il a déçu les spécialistes². Tous les candidats occupant, ou ayant occupé, une fonction d'élu font valoir leur action en matière de création d'emplois dans leur État. Chez les autres, une poignée d'annonces choc ou farfelues sont censées tenir lieu de programme ; les promesses incantatoires dominent les discours.

Sans surprise et comme en 2012, plusieurs principes font consensus chez les candidats républicains, tels que l'affaiblissement de la régulation économique³ et la baisse des impôts, même s'ils

Marie-Cécile Naves est sociologue et auteure notamment de *Le nouveau visage des droites américaines. Les obsessions morales, raciales et fiscales des États-Unis*, Limoges, FYP, 2015.

Merci à Chloé Lesage, de l'Ifri, pour son aide à la recherche documentaire.

1. Voir les différents sondages listés par le site PollingReport.com sur sa page « problems and priorities ».

2. Elizabeth Williamson, "At the Republican Debate, Noise Drowned Out Substance", *The New York Times*, 29 octobre 2015.

3. Ces dernières années, les Républicains ont exigé une plus grande transparence du fonctionnement des autorités financières et de régulation. La « plateforme républicaine » – autrement dit les grandes lignes du programme – de 2012 promettait notamment une abrogation de la loi Dodd-Frank (*Wall Street Reform and Consumer Protection Act*) de 2010, votée suite à la crise de 2008 et qui consiste à responsabiliser le système financier, afin de mettre un terme au principe du « *too big to fail* » et de protéger le contribuable comme le consommateur des pratiques de services financiers abusifs. Cependant, de nombreux Républicains estiment que cette loi contraint les banques à trop de régulations et pénalise surtout le *small business*. Tous les candidats à l'investiture républicaine de 2016 entendent réformer ou supprimer la loi Dodd-Frank, et lutter contre le *crony capitalism*, ce « capitalisme de connivence » qui tisse des liens étroits entre le *big business* et l'État fédéral.

divergent ensuite sur les moyens de les mettre en œuvre. En matière de dette et de déficit de l'État fédéral, l'intransigeance d'une partie des élus du Congrès continue de fragiliser les Républicains. Fin octobre 2015, la Maison-Blanche et le Congrès ont annoncé un accord budgétaire bipartisan, censé mettre un terme aux coupes automatiques dans les dépenses gouvernementales et libérer les États-Unis du risque d'un défaut de paiement en relevant de le plafond de la dette, au moins jusqu'en mars 2017. Le sujet n'est pas clos pour autant. Obsession des ultra-conservateurs, la politique fiscale et budgétaire fédérale est, une fois encore, présente dans cette nouvelle campagne.

La multiplication des prétendants à l'investiture républicaine⁴ ne leur facilite pas la tâche : comment se démarquer pour séduire l'électorat traditionnel pendant les primaires avant de rassembler tout le pays pour l'élection de novembre prochain ? Afin d'attirer les minorités ethniques, les jeunes et les classes populaires, comment « assouplir » le discours économique ? Il est en effet aujourd'hui difficile, si ce n'est impossible, de parler de politique économique et d'emploi de manière étanche par rapport à des sujets sociétaux régulièrement présents dans les médias et que les candidats démocrates, surtout Hillary Clinton, ont saisis sans détour. L'immigration, la question raciale, les droits des femmes et des homosexuels – notamment l'égalité salariale et la lutte contre les discriminations dans l'emploi –, mais aussi le défi environnemental ne peuvent être séparés des problématiques économiques. Or ces enjeux sont clivants au sein du Parti républicain comme dans les sphères économiques et intellectuelles dont il est proche. Il faut ajouter à cela que certains acteurs du monde des affaires sont en désaccord avec les propositions de la plupart des candidats du Grand Old Party sur l'immigration et l'écologie, ce qui apparaît comme une ligne de faille significative pour l'avenir.

Alors que la croissance est rétablie, que le chômage est d'à peine 5 % selon les statistiques américaines, que le déficit fédéral a atteint son niveau le plus bas depuis 2007, quels sont les axes et les options choisis par les Républicains en matière économique et fiscale ? Comment se différencient-ils des Démocrates ? Quelles sont les propositions formulées par des *think tanks* et des experts pour le compte des prétendants républicains ? Y a-t-il encore des penseurs économiques influents à droite de l'échiquier politique américain, capables de proposer des idées modernes, en prise avec les évolutions sociétales ? Alors que commencent les primaires, il semble que ce soient surtout les vieilles recettes qui soient convoquées dans un parti qui cherche d'abord à plaire à sa base militante.

4. Début janvier 2016, on compte 12 candidats à l'investiture républicaine. Nous n'examinons que les principaux : Donald Trump, Ted Cruz, Marco Rubio, Ben Carson, Jeb Bush et Chris Christie.

La nostalgie des « Reaganomics »

Les prétendants à l'investiture républicaine idéalisent les années 1980 et Ronald Reagan est leur mentor. Ainsi, les économistes Arthur Laffer, Larry Kudlow et Stephen Moore ont récemment créé le groupe « Committee to Unleash American Prosperity » qui vise à inciter les candidats à renouer avec les « Reaganomics ». Contraction des termes « Reagan » et « economics », ce mot renvoie aux politiques économiques conservatrices de l'ancien président républicain, fondées sur la réduction des impôts sur le revenu du travail et du capital, la baisse de la régulation, la maîtrise de l'inflation par un contrôle des flux d'argent en circulation, mais aussi l'augmentation des budgets militaires – largement responsable, par ailleurs, de l'explosion des dépenses publiques fédérales aux États-Unis dans les années 1980⁵. S'agit-il d'outils efficaces ou d'« impératifs moraux⁶ », comme le dénonce aujourd'hui la presse proche des Démocrates⁷ ? Les principes d'une économie de l'offre, d'une baisse globale des impôts et d'une large dérégulation apparaissent aux conservateurs comme la solution miracle mais peuvent laisser penser que les Républicains ne s'adressent qu'aux riches. Ce sont en tout cas les accusations portées contre les candidats dans cette campagne⁸.

Selon la théorie dite du « ruissellement » (« *trickle down economics*⁹ »), la diminution des impôts des plus aisés libère de l'investissement et crée de la richesse, donc de la croissance, qui se répercute sur l'ensemble de la population. La prospérité individuelle et collective est alors garantie. Néanmoins, nombreux sont les experts qui pensent que ce raisonnement ne se vérifie ni au niveau

5. La lutte contre l'État islamique pourrait inciter les candidats de 2016 à faire de même.

6. Pour beaucoup, à droite, il s'agit de gérer l'entreprise comme une famille – et si possible de gérer l'État comme une entreprise – avec un sens moral. Cette vision met aux prises, d'un côté, l'entrepreneur-héros qui prend des risques et, de l'autre, les « assistés ». Cela fait dire à certains observateurs que la discipline de marché découle de la discipline religieuse : la logique de punition et de récompense leur serait commune.

7. Notamment Paul Krugman, « Republicans' Lust for Gold », *The New York Times*, 13 novembre 2015.

8. « GOP Tax Plans Benefit Rich Despite Populist Campaign Talk », *The New York Times*, 14 septembre 2015.

9. Issue de l'économie de l'offre (« *supply-side economics* »), la théorie du ruissellement est inspirée de la pensée libérale de Friedrich Hayek ou Milton Friedman, par exemple.

national, ni au niveau local. L'exemple du Kansas a été beaucoup commenté : en 2012 et 2013, dans cet État très conservateur, le gouverneur sympathisant du Tea Party, Sam Brownback, a baissé certains impôts directs de moitié et supprimé des taxes sur les profits des entreprises, ce qui a eu pour effet une forte augmentation des impôts des plus modestes. La gestion de Medicaid a par ailleurs été confiée à des sociétés privées. En conséquence, la richesse du Kansas a chuté de 300 millions de dollars par rapport aux prévisions, d'où une diminution des budgets des écoles, des établissements d'enseignement supérieur, des bibliothèques et des centres de santé ; et une croissance économique et des salaires en-dessous des niveaux nationaux. Confirmant cet échec, Moody's et Standard & Poor's ont baissé la note du Kansas, ce qui n'a pas empêché la réélection de Sam Brownback en 2014.

Dans la campagne actuelle, les candidats républicains cherchent à la fois à respecter les principes d'une économie de l'offre et à s'adresser à la classe moyenne.

Des baisses d'impôts très classiques

Tous les candidats républicains à la présidentielle de 2016 sont favorables à une simplification de la fiscalité et à une baisse des impôts : pour eux, les États-Unis pourraient être plus innovants et compétitifs si les impôts étaient plus faibles¹⁰. Selon la Tax Foundation, un organisme non partisan, ils proposent entre 20 et 120 milliards de diminution des prélèvements sur 10 ans. Des différences existent cependant entre les candidats, d'une part sur le degré de précision de leur programme fiscal (Jeb Bush a manifestement beaucoup travaillé sur la question, alors que Ben Carson avance de simples considérations idéologiques), et d'autre part sur la nature de ce programme. En effet, les baisses d'impôts proposées par les uns et les autres ne sont pas toutes dirigées uniquement vers les plus riches mais peuvent viser aussi certaines franges de la classe moyenne par des mesures plus ou moins ambitieuses. La lutte contre la spéculation (*hedge funds*, etc.) ou encore pour une plus grande responsabilisation des contribuables les distingue également.

Trump : pas de compte à rendre à des soutiens de campagne

S'il propose une hausse de l'imposition des gestionnaires de fonds d'investissements par une limitation drastique de leurs possibilités de déductions fiscales, Donald Trump prévoit une baisse totale des prélèvements de 110 milliards. Cela conduirait, de son point de vue, à une croissance de 6 % annuels, soit le triple du taux actuel, ce qui est objectivement impossible. Il propose aussi de ramener à trois, au lieu de sept actuellement, le nombre de tranches de l'impôt sur le revenu. Ces trois nouveaux seuils seraient de 10, 20 et 25 % (la tranche la plus élevée est aujourd'hui au taux de 39,6 %). Donald Trump promet donc d'éliminer l'impôt fédéral pour 73 millions de foyers américains, qui, dans un pied de nez, pourront renvoyer un formulaire au fisc avec la phrase... « I win ». Il envisage en outre une baisse du taux maximum d'imposition sur les sociétés à 15 %, quelle que soit leur taille, contre 35 % aujourd'hui. Les bénéfices réalisés à l'étranger

10. En 2012, la « plateforme du Parti républicain » proposait rien moins d'un nouvel amendement à la Constitution exigeant une « super majorité » au Congrès pour toute augmentation des impôts fédéraux et pour que la dépense publique soit limitée à un pourcentage maximum du PIB. L'équilibre du budget fédéral ne pourrait plus alors être garanti par un accroissement des impôts.

seraient taxés au taux unique de 10 %, afin que les entreprises soient encouragées à rapatrier leurs bénéfices aux États-Unis. Le milliardaire de l'immobilier est fortement critiqué sur le fait que son programme conduirait à une forte réduction des revenus de l'État fédéral à court terme, et à un accroissement du déficit. À cela, il n'apporte pas de réponse.

Bush brasse large, au risque de l'illisibilité

Jeb Bush a le programme fiscal le plus détaillé. Le candidat, qui se positionne – avec Marco Rubio – sur une ligne *mainstream*, promet un système fiscal plus juste pour les Américains de la classe moyenne. Il propose lui aussi de réduire à trois le nombre de tranches fiscales pour l'impôt sur le revenu : 10, 25 et 28 %. Afin de favoriser les classes moyennes, l'abattement fiscal « standard » serait augmenté de 5 000 dollars pour les célibataires et de 10 000 dollars pour les co-déclarants. Il promet d'exonérer d'impôt sur le revenu 15 millions de ménages, mais aussi d'accroître l'*Earned Income Tax*, un crédit d'impôt qui aide les travailleurs pauvres, considérés comme « méritants ».

De plus, Jeb Bush veut fortement limiter les *itemized deductions*, autrement dit les dépenses déductibles des impôts (à l'exception des dons caritatifs, fortement ancrés dans la tradition philanthropique américaine). Ces déductions concernent les ménages les plus aisés.

Jeb Bush propose par ailleurs de s'attaquer aux réductions fiscales dont bénéficient les *hedge fund* managers, c'est-à-dire ceux qui gèrent des fonds d'investissement non cotés à but spéculatif, dont la rentabilité est recherchée *via* des produits dérivés. Cette dernière proposition est interprétée comme une provocation pour l'orthodoxie républicaine, qui la considère comme populiste. Le célèbre lobbyiste Grover Norquist, par exemple, estime que « cela ouvre la porte au fait de taxer tous les gains sur le capital comme les autres revenus ».

Selon le site d'information Politico¹¹, les mesures proposées par Jeb Bush causeront un grand manque à gagner pour le pays. Car, en diminuant de plus de 10 points le taux maximal d'imposition sur le revenu, il met tout de même l'accent sur la baisse des impôts des plus aisés¹², d'autant qu'il souhaite aussi faire disparaître l'*Alternative Minimum Tax* – un impôt destiné à s'assurer que chaque contribuable, notamment parmi les plus riches et y compris les entreprises, ne puisse échapper totalement à la taxation de ses revenus. Il veut également supprimer l'impôt sur les successions (*Estate Tax*), limiter à 20 % l'impôt sur les sociétés et mettre un terme

11. Vinik, Danny, "The Secret Hidden Inside Bush's Tax Plan", *Politico.com*, 9 septembre 2015.

12. Pethokoukis James, "Jeb Bush's Big Tax Plan Has Something for Everyone", *The Week*, 10 septembre 2015.

à la taxe de 3,8 % sur les revenus d'investissement destinée à financer la réforme Obama de la santé.

Le pari de Jeb Bush est que l'économie sera « automatiquement » plus dynamique, atteignant 4 % de croissance annuelle¹³, ce qui constitue une promesse certes moins irréaliste que celle de Donald Trump mais aux résultats très aléatoires. Certains ont parlé à son sujet, ironiquement, d'un « retour de l'économie vaudou » : on doit cette expression à George Bush père qui critiquait les baisses d'impôts proposées par Ronald Reagan lors des affrontements de la primaire républicaine de 1980.

Quatre universitaires qui conseillent Jeb Bush – Glenn Hubbard de l'université de Columbia, Martin Feldstein de Harvard, John Cogan de Stanford et Kevin Warsh du *think tank* Hoover Institution – estiment que son plan conduira à une augmentation de la croissance de 0,5 % par an, auquel il faut ajouter 0,3 % dû à son programme de dérégulations économiques. Mais le compte n'y est pas pour parvenir à 4 %. Qui plus est, ces experts ne croient pas à une réduction massive du déficit budgétaire.

Rubio : vers une application radicale de la théorie du ruissellement

Marco Rubio en appelle pour sa part à une diminution des impôts sur les sociétés à 25 % et à la fin de la taxation des revenus issus des dividendes et du capital. Il promet de réduire, comme l'héritier de la dynastie Bush, à trois le nombre de tranches d'impôt sur le revenu à 15, 25 et 35 %, tout en réformant le système d'abattement fiscal en faveur de la classe moyenne grâce à un système de crédit d'impôt pour les salariés. Il entend aussi supprimer l'*Estate Tax* et l'*Alternative Minimum Tax*, comme Jeb Bush.

S'il propose par ailleurs de mettre en place un crédit d'impôt pour financer un congé parental ou un congé pour s'occuper d'un parent malade, de faire passer le crédit d'impôt par enfant à 2 500 dollars et de réduire les *itemized deductions* à l'exception de celles concernant les dons caritatifs, le programme fiscal de Marco Rubio cible avant tout les plus aisés : il compte sur ces mesures pour relancer l'investissement et la croissance, et donc le niveau de vie de tous les Américains.

13. Jeb Bush, "My Tax Overhaul to Unleash 4% Growth", *The Wall Street Journal*, 8 septembre 2015.

Cruz : simplifier la fiscalité pour encourager l'activité économique

Ted Cruz fait le pari d'une simplification radicale de la fiscalité et vise avant tout les entreprises. Selon une formule qui a marqué les médias, il estime que « le code des impôts comporte plus de mots que la Bible ». Mais, pour se distinguer, il va plus loin que ses concurrents en proposant un taux unique de 10 % d'imposition sur les revenus individuels, quels qu'ils soient et en remplaçant l'impôt sur les sociétés, ainsi que les taxes sur les salaires par une TVA à 16 %. Deux questions se posent, selon des observateurs comme la Tax Foundation : qui, des entreprises, des consommateurs ou des employés, paiera finalement cette TVA ? Et s'accompagnera-t-elle d'une politique d'inflation maîtrisée ?

Christie : une copie simplifiée de Bush

Le programme fiscal – très réduit - de Chris Christie ne présente pas d'originalité particulière : il souhaite diminuer à 25% l'impôt sur les sociétés, réduire à trois le nombre de tranches d'impôts sur le revenu (la plus élevée serait de 28%), supprimer les *itemized deductions* sauf pour les dons caritatifs ainsi que les intérêts d'hypothèque et les déductions d'impôts en général.

Carson : la dîme biblique comme inspiration

Ben Carson, qui disputait à Donald Trump la tête des sondages à l'automne 2015, prétend lui aussi revoir en profondeur le système fiscal américain, en prenant son inspiration... de Dieu. Il souhaite ainsi une fiscalité qu'il qualifie de « proportionnelle » : tout le monde paierait entre 10 et 15 % d'impôts sur le revenu – ce qui, selon ses propres termes, ressemblerait à une « dîme biblique » – et toutes les déductions et exemptions disparaîtraient. Cela résume à peu de choses près son programme fiscal.

La classe moyenne face aux inégalités

Tous les candidats prétendent que leur programme fiscal avantagera automatiquement la classe moyenne. Les experts sont plus circonspects. Depuis bientôt deux ans, la question des inégalités s'est invitée dans l'agenda politique américain. Malgré la reprise économique, les salaires demeurent faibles et l'emploi n'est pas stable pour une grande partie de la classe moyenne. En outre, l'écart entre les plus fortunés et les plus démunis s'est considérablement accru depuis 2008, freinant de plus en plus la mobilité sociale. Signe des temps, les travaux de Thomas Piketty ont trouvé un immense écho aux États-Unis.

Or, les ménages modestes et les plus démunis ne figurent pas sur leur agenda. Ils font le pari que la petite classe moyenne blanche demeurera acquise à leur cause et qu'elle ne votera pas pour Hillary Clinton parce que, selon eux, cet électorat est attaché aux valeurs traditionnelles. Néanmoins, pour ne pas renouveler la bétise de Mitt Romney en 2012 qui avait stigmatisé les « 47 % d'assistés », celui qui remportera l'investiture devra veiller à éviter les « petites phrases » contre les classes populaires.

Une nouvelle réflexion économique

Contrairement aux candidats, un certain nombre d'experts proches du GOP s'interrogent sur l'avenir économique des classes moyennes. Pour Glenn Hubbard, conseiller de Jeb Bush et ancien conseiller de Mitt Romney en 2012, il faut réfléchir aux moyens d'accroître les opportunités pour tous. Cet universitaire est en faveur d'un important crédit d'impôt sur le revenu pour certaines catégories de travailleurs, ce qui aurait pour effet d'augmenter leur pouvoir d'achat. Doug Holtz-Eakin, ancien conseiller de John McCain, insiste sur la nécessité de s'adresser à toute la classe moyenne, et pas qu'aux « vieux Blancs du Sud », en perte de vitesse sur le plan démographique. C'est aussi l'avis de Michael Strain, économiste au sein du *think tank* conservateur American Enterprise Institute.

Un autre groupe d'intellectuels proches des Républicains, qui se disent réformateurs et se sont du reste nommés les « reformocons », ont publié en 2014 des propositions de politiques publiques intitulées « Room to Grow » sur la santé, l'éducation, les

impôts, etc., afin de réduire les inégalités sociales¹⁴. Il s'agit de formuler de nouvelles idées qui prennent en compte la souffrance des plus pauvres et les besoins de la petite classe moyenne, tout en respectant les principes du marché, en ne comptant pas sur Washington et en laissant davantage de choix aux familles pour leur assurance santé ou la scolarisation de leurs enfants, deux domaines qui coûtent très cher à l'« Américain moyen ». Ce dernier doit en effet s'endetter toujours plus pour faire face à ses charges fixes. La question des inégalités ne peut être ignorée des Républicains, disent ces spécialistes : il faut redonner à tous les moyens de bénéficier d'une mobilité sociale. Il s'agirait par exemple de mettre en place une « prime d'activité », autrement dit un complément public de revenu pour les salaires inférieurs à 14 000 dollars annuels.

Des propositions timides

Malheureusement, ces nouvelles réflexions semblent peu audibles chez les candidats républicains. En matière de politique de l'emploi, les vieux principes l'emportent : flexibiliser le travail, responsabiliser les chômeurs, lutter contre l'assistanat. Ils souhaitent par ailleurs retarder l'âge de départ en retraite. L'augmentation du salaire minimum fait l'unanimité contre elle : selon Donald Trump, les salaires sont même trop élevés aux États-Unis. Les candidats souhaitent certes développer la formation professionnelle pour pallier le problème des emplois non pourvus, parfois mettre en place des crédits d'impôt pour les travailleurs, mais ils envisagent d'être plus directifs vis-à-vis des chômeurs et de laisser toute latitude aux entreprises dans ce domaine aussi.

Jeb Bush et Marco Rubio sont ceux qui s'approchent le plus d'un réformisme conservateur en ce qui concerne la classe moyenne. Le premier rappelle l'importance de l'éducation pour tous et continue d'afficher son soutien à des normes de niveau scolaire (*common core*) identiques dans l'ensemble du pays, ce qui le différencie de ses adversaires républicains, attachés à une liberté totale des établissements scolaires en la matière. Jeb Bush estime toutefois que c'est son programme fiscal, censé garantir une forte croissance économique, qui permettra de lutter véritablement contre le chômage et les emplois précaires. Or les effets redistributifs de ce programme sont jugés incertains, voire négatifs : il ressemble à celui de Mitt Romney en 2012, qui n'avait pas convaincu les électeurs.

Marco Rubio a lui aussi promis une réforme fiscale qui aurait des répercussions positives pour toute la population, y compris, selon ses propres termes, pour « le gars employé dans un pressing », autrement dit pour la petite classe moyenne qui travaille dur

14. George Packer, "The Republican Class War", *The New Yorker*, 9 novembre 2015, disponible sur : <www.newyorker.com>.

quotidiennement et a du mal à joindre les deux bouts. Selon lui, « il y a des millions de gens dans ce pays qui ne profitent pas des opportunités ». Sans pour autant souhaiter des mesures économiques ou sociales visant spécifiquement les minorités, il vante les programmes mis en place dans son État, la Floride, en faveur des jeunes hommes des zones urbaines pauvres, pour leur éviter de finir en prison. Il promet également de mettre l'accent sur l'éducation et la formation pour les plus démunis, qui doivent devenir plus accessibles afin que les citoyens puissent bénéficier de meilleurs salaires. Il est par ailleurs le seul avec Chris Christie, chez les Républicains, à formuler une proposition pour réduire la dette étudiante : ils misent notamment sur la formation continue. Afin de consolider les principaux programmes fédéraux de lutte contre la pauvreté, qu'il n'estime pas devoir disparaître, Marco Rubio souhaite enfin les voir financer par les États fédérés. Mais il ne détaille ni les modalités, ni les moyens de ces mesures.

Tous les candidats républicains entendent cependant réduire le rôle de l'État fédéral dans la vie des Américains. Ted Cruz, en particulier, propose rien moins que de supprimer cinq grandes administrations fédérales – l'Internal Revenue Service, équivalent des services fiscaux, le département du Commerce, le département de l'Énergie, le département de l'Éducation et le département du Logement et du Développement urbain –, ainsi que 25 programmes gouvernementaux.

D'une manière générale, pour les Républicains, la lutte contre la pauvreté est trop coûteuse, d'autant qu'elle n'aurait pas fait la preuve de son efficacité puisqu'elle maintiendrait des millions de personnes dans l'assistanat. Certains *think tanks* conservateurs critiquent depuis 2008 les statistiques fédérales qui établissent que 50 millions de personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté : selon eux, les chiffres officiels ne s'appuient pas sur les bons indicateurs. Pour le *think tank* très à droite Heritage Foundation, par exemple, au lieu des revenus des ménages, il serait plus pertinent de mesurer leur niveau de vie car, parmi ceux que les pouvoirs publics qualifient de « pauvres », beaucoup ont les moyens de consommer des produits manufacturés. Pour Heritage, à l'instar du *think tank* libertarien Cato Institute, l'État providence décourage, par sa générosité, à la fois le travail et le mariage, affaiblit les liens familiaux et communautaires ainsi que l'autorité parentale. Les corps intermédiaires de la société civile (familles, églises, entreprises, associations) jouent un rôle non seulement plus moral mais plus efficace dans le combat contre les inégalités socio-économiques que les pouvoirs publics. Tous les candidats républicains vantent en effet les valeurs familiales comme le premier rempart contre la pauvreté et la fragilisation du lien social¹⁵. Héritiers du « conservatisme

15. Voir Michael D. Tanner, "Assessing the GOP Candidates' Plans on Poverty", *National Review.com*, 20 mai 2015.

compassionnel » de George W. Bush, tous estiment que la pauvreté est un problème de déliquescence des solidarités traditionnelles, tout en relevant de la responsabilité individuelle, et que donc les pouvoirs publics doivent s'en mêler le moins possible. Ils estiment par ailleurs que l'origine ethnique ou « raciale » n'est pas un facteur aggravant. Leur approche des inégalités socio-économiques est, au mieux, donc *color-blind* (Jeb Bush, Marco Rubio, Ben Carson, Chris Christie) et au pire, accusatoire vis-à-vis des minorités (Donald Trump, Ted Cruz).

Il est cependant difficile, pour les candidats républicains, d'aller très loin dans les promesses de baisses des dépenses sociales, car certains programmes sociaux concernent le cœur de leur électorat : les retraites avec la Social Security, ou encore Medicare, présentées comme des prestations « méritées » après une vie de labeur. La tentation existe toutefois d'une privatisation partielle, voire totale des assurances sociales, censée les rendre plus efficaces et moins chères grâce à un système de concurrence. Il nous faut enfin dire un mot de l'*Affordable Care Act*, l'« Obamacare » comme la surnomment toujours ses adversaires, et qui a fait l'unanimité contre elle chez les Républicains jusqu'en 2012. L'objectif de son abrogation est peu à peu abandonné, car un grand nombre de leaders républicains (surtout chez les sénateurs et les gouverneurs) savent que la loi fait partie du paysage pour la plupart des électeurs issus de la classe moyenne. Les divergences portent sur son application, notamment quant aux règles s'imposant aux employeurs.

Dans la prochaine décennie, le vieillissement d'une partie de la population, la lutte contre le changement climatique, les progrès techniques en matière de soins médicaux, sans parler des transports et de l'éducation vont inévitablement occasionner des dépenses publiques supplémentaires. L'obsession de la limitation du budget fédéral se situe à mille lieux du principe de réalité, à moins d'augmenter les impôts, en particulier sur les très hauts revenus et les revenus financiers. De plus en plus d'études (OCDE, ONU et même FMI¹⁶) montrent les effets néfastes des inégalités socio-économiques sur la croissance. Les coupes drastiques et aveugles dans les dépenses publiques sont de plus en plus vues comme un frein à l'activité économique. De plus, ironie du sort pour les leaders républicains, nombre de chefs d'entreprise dépendent des dépenses publiques d'infrastructures pour acheminer leurs produits à travers le pays, ainsi que pour certains, des commandes publiques. Ils ont aussi besoin d'employés bien éduqués et en bonne santé. La Maison-Blanche et les élus démocrates ne cessent de faire valoir que la réduction radicale des budgets fédéraux comme ceux de l'éducation, de la justice ou des transports publics non seulement serait délétère en termes d'investissement et de justice sociale, mais

16. Jonathan D. Ostry *et al.*, "Redistribution, Inequality, and Growth", Discussion Note, FMI, 2014 ; Era Dabla-Norris *et al.*, "Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective", Discussion Note, FMI, 2015 ; OCDE, "Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth", 2014.

causerait également de grandes difficultés aux États fédérés qui n'ont pas les moyens de compenser de leur poche de telles économies.

Le miroir démocrate

Les candidats républicains doivent non seulement se distinguer les uns des autres – ce qui n'est pas chose aisée, comme on l'a vu –, mais aussi montrer aux électeurs en quoi leur programme et leur vision de la société américaine diffèrent de ceux des Démocrates. Les deux principaux candidats à l'investiture, Hillary Clinton et Bernie Sanders, ont bien sûr eux aussi formulé un certain nombre de propositions en matière de politique économique et fiscale. La favorite des sondages cherche des idées nouvelles, parfois éloignées de celles formulées par les économistes de gauche proches du Parti démocrate.

Si elle propose comme Bernie Sanders d'augmenter le salaire minimum, de développer des financements publics et privés en faveur de la petite enfance et d'accroître les dépenses d'infrastructure et d'éducation financées par une hausse des impôts pour les plus riches, Hillary Clinton envisage aussi une baisse des impôts pour les classes moyennes. Elle souhaite plafonner les *itemized deductions*, augmenter les taux d'imposition sur les gains du capital immobilier, et faciliter l'accès des PME au crédit. Elle envisage également de revoir la fiscalité des entreprises pour éviter qu'elles n'investissent et ne créent des emplois à l'étranger, de réformer la loi Dodd-Frank pour lutter contre les dérives du *big business*, et de développer des crédits d'impôts pour les entreprises qui optent pour le partage des profits et qui sont actives en matière de formation. Elle a aussi à cœur de lutter pour l'égalité salariale entre hommes et femmes, qu'elle estime être une condition d'une plus grande production de richesses pour les entreprises comme pour le pays. Enfin, Hillary Clinton souhaite agir contre l'endettement des étudiants, notamment en rendant permanente l'*American Opportunity Tax Credit*. Il s'agit principalement d'un crédit d'impôt de 2 500 dollars, actuellement programmé jusqu'en 2017, qui concerne les étudiants ou leurs familles.

Bernie Sanders place la barre plus à gauche d'Hillary Clinton. Il a formulé un programme économique, qu'il qualifie lui-même de « socialiste », de 1 000 milliards de dollars de redistribution, de régulation économique et de financement d'emplois publics et d'infrastructures, ou encore un démembrement des grands groupes bancaires. Il veut augmenter les impôts sur les revenus de l'investissement, limiter le crédit d'impôt sur les revenus à l'étranger, et créer une taxe sur les transactions financières qui se situerait entre 0,005 % et 0,5 % des revenus, et dont seraient exemptés les ménages modestes. Bernie Sanders propose aussi, au nom d'un

principe « *Too big to exist* » – contre le « *Too big to fail* » –, d'empêcher les très grandes entreprises de compter sur les possibilités offertes par la Réserve Fédérale pour garantir leurs risques.

Le sénateur Sanders veut pénaliser les mauvais comportements des entreprises : pour celles qui délocalisent les emplois et déclarent leurs profits à l'étranger afin d'éviter de payer leurs impôts sur le territoire américain, et pour celles qui pratiquent la spéculation, une taxe serait créée qui servirait à financer la gratuité des frais de scolarité dans les universités publiques. Il souhaite aussi augmenter les impôts pour les plus aisés, notamment par la création d'une taxe progressive sur les successions pour les Américains qui héritent de plus de 3,5 millions de dollars. Par ailleurs, Bernie Sanders plaide pour une large expansion de Medicare et de la Social Security, envisage un programme d'emploi pour les jeunes et, pour les salariés, un congé parental payé de 12 semaines, deux semaines de congés payés et la possibilité de prendre une semaine de congé maladie dans toutes les entreprises. Même si les candidats républicains et les *think tanks* conservateurs n'en ont pas fait leur adversaire principal – ils ciblent leurs attaques sur Hillary Clinton –, Bernie Sanders leur permet de consolider leur discours « anti-socialiste ».

L'ouverture sur le monde, facteur de richesse ou enjeu sécuritaire et identitaire ?

L'immigration et le marché de l'emploi

Le quatrième débat entre les prétendants à l'investiture républicaine, en novembre, a mis au jour leurs programmes en matière d'immigration et notamment ses enjeux économiques. Si Donald Trump a confirmé vouloir construire un mur le long de la frontière mexicaine et expulser les 11 millions de clandestins qui menacent selon lui les emplois des Américains, Jeb Bush a fait valoir son expérience d'ancien gouverneur d'un État très concerné par le sujet. Favorable à une réforme en profondeur de la législation, il propose de mettre en place une « politique d'immigration susceptible de créer des emplois », ce qui est pour le moins vague, d'autant qu'il promet de geler toute nouvelle mesure à destination des immigrés avant qu'elle ne soit approuvée par une agence... qu'il aura lui-même créée. Il ouvre donc prudemment la porte à l'immigration de travail. Quant à Ted Cruz, il fustige toute hypothèse de régularisation, avec l'argument que les travailleurs immigrés feraient baisser les salaires des Américains. Chris Christie est sur la même ligne ; et l'idée d'un mur le long de la frontière ne lui déplaît pas. Ces derniers temps, conscient de la dimension hautement stratégique du sujet et pénalisé par sa participation au projet de réforme bipartisan de 2013, Marco Rubio s'est tenu à l'écart des grands débats sur l'immigration – de même que Ben Carson qui s'y intéresse peu. Cependant, les positions de Marco Rubio sont connues : s'agissant d'accorder un visa aux travailleurs étrangers hautement qualifiés, il souhaite que les entreprises, pour chaque emploi disponible, passent une annonce pendant au moins 6 mois auprès de la population américaine avant de se tourner vers l'immigration. Il souhaite également qu'elles fassent la preuve qu'elles paieraient autant les immigrés que les citoyens américains pour un même poste. Une telle proposition est paradoxale de la part d'un candidat qui fustige par ailleurs les politiques publiques de régulation vis-à-vis des entreprises.

Depuis deux ans au moins, l'immigration est probablement le sujet le plus clivant chez les Républicains. Non seulement les politiques sont divisés, mais certains se voient opposer les arguments d'une partie de plus en plus importante du monde des affaires, soucieuse de pourvoir des emplois qui ne trouvent pas preneurs

(ouvriers agricoles et du BTP, aides à la personne, techniciens et ingénieurs informatiques, etc.) et qui savent que l'immigration a toujours été source d'innovation économique aux États-Unis. La puissante fondation Kauffman publie de nombreux rapports mettant en évidence la vitalité des immigrés dans la création d'entreprises¹⁷. Des grands patrons, des milliardaires comme par exemple Warren Buffet, avaient, en 2014, signifié au président Obama leur soutien à des mesures facilitant l'immigration de travail. Les fondations Ford et Open Society (du milliardaire George Soros) et la Carnegie Corporation, comme de nombreuses autres organisations philanthropiques, soutiennent aussi les associations de défense des droits des immigrés. La Chambre de Commerce des États-Unis, de tendance conservatrice, a affiché la même position. Quant aux milliardaires Charles et David Koch, ils restent dans le flou sur la philosophie générale de la loi qu'ils souhaiteraient. Si, par le passé, ils avaient défendu des mesures anti-immigrés, notamment la loi controversée d'Arizona légalisant le contrôle au faciès¹⁸, ils infléchissent aujourd'hui leur position. Ils s'efforcent en particulier d'attirer l'électorat hispanique en se rapprochant des businessmen latinos, dont ils espèrent qu'ils soutiendront leur agenda économique et fiscal. Véritable « patate chaude », l'enjeu économique de l'immigration pourrait bien être déterminant dans le cadre des primaires républicaines, puis de l'élection de novembre 2016.

Entre protectionnisme et libre-échange

La place des États-Unis dans le monde et notamment la peur d'une perte de *leadership* économique figurent sur l'agenda des Républicains, traduisant là aussi des attitudes différentes. Depuis juin 2015, Donald Trump défend le principe de taxes élevées sur les importations de produits manufacturés et fait la preuve de son penchant pour le protectionnisme (il a qualifié l'ALENA de « désastre »). Ainsi, il n'a cessé de dire que l'économie américaine avait besoin de se démarquer de la Chine et du Mexique, qui selon lui ont provoqué la destruction de millions d'emplois aux États-Unis.

Marco Rubio est également partisan de l'intransigeance face aux dirigeants chinois. Le problème est que la relation économique entre les deux pays est la première au monde en termes de volume d'importations et d'exportations. De telles propositions ne sont donc pas réalistes et ne servent que les « bons mots » d'une campagne. Les économistes sont majoritaires à considérer la rupture des relations économiques avec la Chine comme suicidaire et à ne pas

17. Dane Stangler et Jason Wiens, "The Economic Case for Welcoming Immigrant Entrepreneurs", *Kauffman Foundation.com*, 9 août 2015.

18. Dans certains États du Sud, l'immigration est souvent associée à la délinquance. En Arizona, par exemple, une mesure autorise depuis 2010 le contrôle au faciès, par la police, d'individus soupçonnés d'être des clandestins.

croire en cette éventualité, et ce, quel que soit le vainqueur de la prochaine élection présidentielle.

À part Trump, la plupart des candidats soutiennent par ailleurs les accords de libre-échange actuellement discutés, tels que le Partenariat transpacifique (TPP) avec les pays de la zone Asie-Pacifique ou le Partenariat de commerce et d'investissement transatlantique (TTIP) avec l'Union européenne.

L'environnement : obstacle à la croissance ou potentiel économique ?

La lutte contre le dérèglement climatique ne semble pas affecter les convictions des candidats républicains : le court-termisme et le principe de dérégulation économique l'emportent sur les enjeux de développement durable. Les subventions pour les énergies vertes et renouvelables et les taxes sur les énergies « traditionnelles » sont donc vivement critiquées. La construction du pipeline Keystone XL est toujours présente sur l'agenda du parti, alors que le président Obama vient de signifier son opposition définitive à ce projet, arguant que la création d'emplois qu'il était censé occasionner n'était pas garantie.

Les candidats républicains sont favorables à la poursuite de l'exploitation du gaz de schiste par la fracturation hydraulique, avec la promesse de lutter contre le chômage, et certains, comme Marco Rubio, souhaitent lever les limitations imposées par l'administration Obama en matière de forage offshore. Il s'agit de séduire les électeurs de certains États comme l'Ohio – concernés au premier chef par l'exploitation des énergies fossiles – en vue des primaires, mais aussi les magnats de l'énergie Charles et David Koch.

Dans la campagne des Républicains, la préservation de l'environnement n'est donc pas considérée comme un investissement sur l'avenir, mais comme un frein à l'activité économique et donc à la richesse nationale – et par ricochet à la démocratie, selon l'idéologie libertarienne. Tous les candidats fustigent les accords climatiques internationaux, notamment la COP21 parce que c'est pour eux un moyen de critiquer le président Obama qui ne défendrait pas les intérêts de son pays et de son peuple en acceptant de négocier avec d'autres États. Le président a par ailleurs conclu avec la Chine un accord ambitieux, dont l'objectif est de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 28 %, d'ici 2025 par rapport à 2005.

L'autre argument des conservateurs est la méfiance vis-à-vis de la science. Le dérèglement du climat reste souvent présenté comme une simple théorie, voire une opinion, menaçant la liberté de

pensée et d'expression¹⁹. Les discours et les ressorts idéologiques des climato-sceptiques ont en commun la remise en question de travaux scientifiques pourtant unanimes. Ted Cruz et Marco Rubio font partie de ceux qui estiment qu'il n'y a aucune base solide pour affirmer que le changement climatique existe²⁰ et, plus encore, que l'Homme en soit responsable. Pour eux, le gouvernement se livre donc sans réfléchir à des dépenses inutiles et trahit la confiance du peuple. Le recours au complot des élites « de gauche » et des militants écologistes est mobilisé pour affirmer que le réchauffement climatique est une pensée unique, une preuve de plus que le président Obama, qui provoque la faillite des industries américaines de l'énergie avec ses régulations iniques, est un antipatriote.

Cependant, les enjeux environnementaux divisent aujourd'hui le monde économique. Il y a encore quelques années, le milieu des affaires aux États-Unis, dans sa grande majorité, s'accordait pour négliger l'impact de l'activité humaine sur l'environnement. Même si le lobby énergétique demeure très puissant, ce consensus a désormais volé en éclats. Lors de la campagne des *midterms* de 2014, le nombre de spots publicitaires pour la dérégulation ou au contraire pour la protection de l'environnement avait atteint un niveau très important. Les lobbies écologistes se sont mobilisés de manière inédite, en participant au financement de la campagne de candidats soucieux du développement durable. Le capitalisme n'est plus considéré, loin d'en faut, comme incompatible avec la prise en compte des modifications environnementales. Aujourd'hui, un nombre croissant de grandes entreprises prennent conscience des dégâts causés à la nature, tout simplement parce qu'elles en subissent très directement les conséquences. Elles réalisent que prendre des mesures écologiques leur coûte moins cher et militent même pour le développement durable²¹, gage de profits à long terme. La population elle-même est d'autant plus sensible à la protection de l'environnement qu'elle en perçoit aussi les effets directs. C'est le cas par exemple dans le Colorado, confronté à un assèchement de ses cours d'eau, mais aussi à une forte dérégulation dans le domaine de

19. Yves-Marie Péréon, « L'anti-environnementalisme, nouveau thème des conservateurs américains », Potomac Paper n° 8, septembre 2011, disponible sur : <www.ifri.org>.

20. Ils s'expriment fréquemment dans les médias en ce sens. À l'occasion de la venue à Paris de Barack Obama pour la COP21, Ted Cruz a ironisé sur le fait que le Président trouvait apparemment les camions plus dangereux que les terroristes, et Marco Rubio a avancé que la dette fédérale constituait un plus grand danger que le changement climatique.

21. Par exemple, Coca-Cola a dû faire face à de grosses déconvenues économiques du fait de pénuries d'eau qui l'ont handicapé dans son processus de fabrication (augmentation du coût du sucre de canne). Le réchauffement climatique est désormais appréhendé par la multinationale comme un « facteur perturbateur de l'économie » (« *economically disruptive force* »). Nike a également été confronté aux intempéries et à la sécheresse dans les pays où il fabrique ses vêtements et se procure le coton dont il a besoin. Si Coca-Cola a mis en place des technologies pour économiser l'eau, Nike privilégie de plus en plus les matières synthétiques pour éviter la hausse des prix des matières premières.

l'exploitation gazière et pétrolière de ses sous-sols. L'électorat fera-t-il payer aux Républicains leur mépris des enjeux écologiques ou les remerciera-t-il de penser avant tout aux emplois liés à l'exploitation de l'énergie fossile ?

Conclusion

Jusqu'où appliquer les principes du libéralisme économique ? En 2012, la plate-forme nationale du Parti républicain consacrait une grande place aux questions économiques. Ce fut la même chose pour les *midterms* de 2014. De grands principes y primaient : la réaffirmation de la liberté d'entreprise et d'investissement, la nécessité d'impôts aussi faibles que possible pour les entreprises et les contribuables les plus aisés, la flexibilité en matière d'embauches et de licenciements, ainsi qu'un refus de l'interventionnisme de la puissance publique fédérale, surtout dans la protection sociale et l'environnement. Ces mêmes principes sont repris aujourd'hui.

L'échéance électorale de 2016 pourrait être l'occasion pour le Parti républicain de faire valoir un programme économique novateur, tant pour le candidat à la présidentielle que pour les candidats au Congrès, puisque deux fois plus de sénateurs républicains que démocrates remettront leur siège en jeu. La classe moyenne, blanche et non blanche, qui est avide de profiter des fruits de la croissance retrouvée en termes de pouvoir d'achat et d'emplois à temps plein, attend de nouvelles idées.

La critique de la politique économique du président Obama, qui s'est avérée payante en 2014, ne pourra plus être utilisée en 2016 ; parler de fiscalité et de dérégulation, deux espaces que le gouvernement contrôle directement, ne suffira pas pour l'emporter. Sans doute faudra-t-il prendre quelques risques sur l'immigration, l'environnement et la diversité. En effet, un programme économique *color-blind* et *gender-blind* est-il tenable ? En 2012, 27 % des Hispaniques ont voté Mitt Romney ; ils avaient été 31 % à choisir John McCain en 2008 et 40 % George W. Bush en 2004. Les Républicains doivent inverser la tendance à la désaffection des électeurs hispaniques à leur égard.

Le candidat devra enfin éviter de commettre les mêmes erreurs de Mitt Romney en 2012 : les libertariens, en particulier le Tea Party, lui avaient reproché ses liens étroits avec le *big business*. L'électorat républicain traditionnel avait par ailleurs difficilement admis le choix de Paul Ryan comme colistier, favorable à une baisse drastique et aveugle des dépenses sociales, y compris Medicare.

Mais la radicalisation du Parti républicain a été telle depuis les années 1980 qu'à la veille de l'élection présidentielle et malgré les contributions de nombreux *think tanks*, universitaires et experts, y compris dans le camp conservateur, il ne semble pas vouloir porter des idées nouvelles en matière économique et fiscale.

La collection des Potomac Papers

Laurence Nardon « Comment votent les Américaines ? », n°23, septembre 2015 ;
Jeffrey Mankoff « U.S.-Russia relations : the path ahead after the crisis », n°22, décembre 2014 ;
Eric Gatefin, « *Homeland*, une série de l'ère Obama », n°21, septembre 2014 ;
Olivier Sichel, « L'échiquier numérique américain, Quelle place pour l'Europe ? », n°20, septembre 2014 ;
Laurence Nardon, « Réduire la taille des portions, les guerres alimentaires aux Etats-Unis », n°19, juillet 2014 ;
Guy Hervier, « Ohio : la renaissance ? », n°18, octobre 2013 ;
Aurélié Godet, « La crise idéologique du Parti républicain », n°17, juin 2013 ;
Gabrielle Durana, « Etats-Unis : le rôle de l'Etat dans le soutien à l'innovation », n°16, avril 2013 ;
Herman Schwartz, « Don't Bank on Change : Finance and regulatory reform in the U.S. », n°15, septembre 2012 ;
Anne-Lorraine Bujon, « L'irrésistible ascension des mormons américains », n°14, juin 2012 ;
Anne Deysine, « Argent et élections aux Etats-Unis : la campagne de 2012 », n°13, juin 2012 ;
Nicol C. Rae, « The Democratic Party under Obama and Beyond », n°12, mars 2012 ;
Gilbert N. Kahn, « Jewish Activism in the United States : Is J Street a Passing Phenomenon ? », n°11, février 2012 ;
Laurence Nardon, « Le conservatisme texan », n°10, janvier 2012 ;
Navtej S. Dhaliwal, « U.S. Demographics : the Hispanic Boom », n°9, septembre 2011 ;
Yves-Marie Péréon, « L'anti-environnementalisme, nouveau thème des conservateurs américains », n°8, septembre 2011 ;
Gabrielle Durana, « La Californie en 2011, entre dynamisme et entraves », n°7, juin 2011 ;
Larry J. Sabato, « Where Now for Obama ? », n°6, janvier 2011 ;
Sylvie Laurent, « Où va l'école américaine ? », n°5, octobre 2010 ;
Page Somerville Robinson, « I'm not a Feminist, but... : a Comparative Analysis of the Women's Movement in the US and France », n°4, septembre 2010 ;
François Vergniolle de Chantal, « Internet et Politique », n°3, juin 2010 ;
Anne-Lorraine Bujon, « Au cœur de l'Amérique, le mouvement des Tea Parties », n°2, février 2010 ;
Yves-Marie Péréon, « A la veille de Copenhague, Obama et l'environnement », n°1, novembre 2009.

Téléchargez ces notes gratuitement sur le site de l'Ifri : www.ifri.org
Suivez l'actualité du programme Etats-Unis sur Twitter : [@LaurenceNardon](https://twitter.com/LaurenceNardon)